

---

## Défense antimissile : l'improbable coopération entre la Russie et l'OTAN

---



Richard Weitz

*Janvier 2013*

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901). Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

Avec son antenne de Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l'Ifri s'impose comme un des rares *think tanks* français à se positionner au cœur même du débat européen.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et économiques, chercheurs et experts à l'échelle internationale.

***Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.***

**Centre Russie/NEI**

**© Droits exclusivement réservés – Ifri – Paris, 2013**

**ISBN : 978-2-36567-115-6**

**IFRI**

27 RUE DE LA PROCESSION  
75740 PARIS CEDEX 15 – FRANCE  
TEL. : 33 (0)1 40 61 60 00  
FAX : 33 (0)1 40 61 60 60  
E-MAIL : [accueil@ifri.org](mailto:accueil@ifri.org)

**IFRI-Bruxelles**

RUE MARIE-THERESE, 21  
1000 BRUXELLES  
TEL. : 32(2) 238 51 10  
FAX : 32 (2) 238 51 15  
E-MAIL : [urbanczyk@ifri.org](mailto:urbanczyk@ifri.org)

SITE INTERNET : [www.ifri.org](http://www.ifri.org)

---

## **Russie.Nei.Visions**

---

*Russie.Nei.Visions* est une collection numérique consacrée à la Russie et aux nouveaux États indépendants (Biélorussie, Ukraine, Moldavie, Arménie, Géorgie, Azerbaïdjan, Kazakhstan, Ouzbékistan, Turkménistan, Tadjikistan et Kirghizstan). Rédigés par des experts reconnus, ces articles *policy oriented* abordent aussi bien les questions stratégiques que politiques et économiques.

Cette collection respecte les normes de qualité de l'Ifri (évaluation par des pairs et suivi éditorial).

Si vous souhaitez être informé des parutions par courrier électronique, vous pouvez écrire à l'adresse suivante : [info.russie.nei@ifri.org](mailto:info.russie.nei@ifri.org)

### **Derniers numéros**

- D. Mirochnitchenko, « L'OMC et l'Union douanière : quel impact pour le secteur bancaire russe ? », *Russie.Nei.Visions*, No. 66, octobre 2012 ;
- P. Baev, « La politique russe dans l'Arctique et la modernisation de la Flotte du Nord », *Russie.Nei.Visions*, No. 65, août 2012 ;
- D. Fean, « La Russie et l'OMC, mariage d'amour ou de raison ? », *Russie.Nei.Visions*, No. 64, février 2011.

## Auteur

---

Richard Weitz est chercheur senior et directeur du Centre d'analyse politico-militaire au Hudson Institute à Washington. Ses recherches actuelles portent sur la sécurité régionale en Europe, Eurasie et Asie de l'Est, ainsi que sur la politique étrangère, de défense et de sécurité intérieure des États-Unis. R. Weitz est également expert au sein de la société d'analyse géostratégique Wikistrat et chercheur senior associé au Center for a New American Security (CNAS), où il participe à divers projets relatifs aux questions de défense.

# Contents

---

<b>RESUME .....</b>	<b>4</b>
<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>5</b>
<b>LES POSITIONS DES ÉTATS-UNIS ET DE L'OTAN .....</b>	<b>6</b>
<b>BMD : état des lieux .....</b>	<b>6</b>
<b>Objections russes .....</b>	<b>7</b>
<b>LES OBSTACLES A LA COOPERATION SUR LA BMD .....</b>	<b>10</b>
<b>Obstacles techniques .....</b>	<b>10</b>
<b>Obstacles politiques .....</b>	<b>13</b>
<b>DEUX DEFIS .....</b>	<b>16</b>
<b>L'Iran .....</b>	<b>16</b>
<b>Les mesures de confiance .....</b>	<b>17</b>
<b>LES PROCHAINES MESURES .....</b>	<b>20</b>

## Résumé

---

Les tentatives répétées des États-Unis et de l'OTAN visant à établir avec Moscou une coopération sur la défense antimissile divisent depuis longtemps la Russie et l'Occident. L'échec des négociations portant sur ces questions a engendré une frustration qui alimente une méfiance réciproque entre les parties. Au cours des vingt dernières années, chacune des administrations successives russes et américaines a affirmé vouloir faire avancer les projets russo-américains de défense antimissile (*Ballistic Missile Defense*, BMD). Même si les dépenses de l'OTAN en matière de BMD suscitent des réactions mitigées dans les pays européens, l'Alliance a toujours souhaité coopérer avec Moscou sur ce dossier, ne serait-ce que pour lever les inquiétudes que ce système de défense suscite chez les Russes. La Russie et l'Occident ont employé des approches diverses pour surmonter leurs différends, jusqu'ici sans succès.

## Introduction

---

La défense antimissile demeure le sujet qui divise le plus la Russie et l'Occident. Moscou et l'OTAN s'opposent sur cette question depuis les années 1980 et rien ne permet de croire que ces divergences s'effaceront à brève échéance. Ces trois décennies de frustration auraient dû nous apprendre que la défense antimissile ne peut être la pierre angulaire du redémarrage des relations Russie-OTAN.

Depuis maintenant près de deux décennies, la Russie s'est engagée dans divers projets communs relatifs à la BMD avec des pays membres de l'OTAN pris séparément, y compris les États-Unis, mais aussi avec l'Alliance en tant que telle. Or aucun de ces projets n'a été couronné de succès. Au lieu de continuer à détériorer les relations en s'obstinant dans cette vaine entreprise, les parties prenantes devraient chercher de nouvelles approches pour approfondir la collaboration bilatérale sur d'autres dossiers, comme la promotion de la sécurité régionale en Afghanistan et en Asie centrale à l'heure du retrait des forces de l'OTAN, le développement de normes et de limites visant à circonscrire le défi émergent de la cyber-guerre, ou encore le renforcement de la sécurité des matières nucléaires et des autres armes potentielles de destruction massive.

# Les positions des États-Unis et de l'OTAN

---

## ***BMD : état des lieux***

Les désaccords entre la Russie et l'OTAN sur la BMD naissent au début des années 1980, quand le président Ronald Reagan cherche à mettre en œuvre un projet ambitieux : l'installation d'un bouclier spatial antimissile au-dessus des États-Unis. Ces différends persistent tout au long des années 1990, malgré la fin de la guerre froide. Plus récemment, le projet de l'administration de George W. Bush de construire en Pologne et en République tchèque un « troisième site » pour le bouclier antimissile américain a largement contribué au plus sérieux refroidissement des relations russo-américaines depuis des décennies. Les tensions incessantes autour du projet modifié de BMD américaine entravent le « redémarrage » des rapports OTAN-Russie, pourtant souhaité, dans le discours, par les deux parties.

En septembre 2009, après des mois de discussions et d'études, Barack Obama a annoncé le report du déploiement de dix intercepteurs de missiles de longue portée en Pologne et d'un radar du champ de bataille en République tchèque. Dans la foulée, l'administration Obama a proclamé une nouvelle stratégie du développement et du déploiement de la BMD : les systèmes de BMD de l'OTAN devraient devenir de plus en plus souples, de façon à répondre aux nouvelles menaces. À l'instar de l'administration Bush, l'équipe d'Obama a indiqué que les États-Unis adapteraient le rythme et l'ampleur du déploiement des systèmes de BMD en Europe aux menaces balistiques auxquelles l'OTAN et les autres alliés et partenaires de Washington seront confrontés. Cette stratégie a été entérinée lors des sommets de l'OTAN tenus à Lisbonne en novembre 2010 et à Chicago en mai 2012.

L'administration d'Obama s'est lancée dans une vaste campagne visant à établir une coopération avec la Russie sur le sujet de la défense antimissile. Le secrétaire général de l'OTAN Anders Fogh Rasmussen a soutenu avec le plus grand enthousiasme l'idée d'une architecture de défense antimissile commune à la Russie et à l'OTAN, et est allé jusqu'à avancer l'idée audacieuse d'« un toit qui nous garantirait la sécurité à tous » et qui s'étendrait « de Vancouver à Vladivostok »<sup>1</sup>. Au Sommet de Lisbonne,

---

<sup>1</sup> « Building a Euro-Atlantic Security Architecture », discours du secrétaire général de l'OTAN Anders Fogh Rasmussen au forum de Bruxelles de 2010, organisé par le German



les gouvernements des pays de l'OTAN se sont engagés « à explorer les possibilités de développer la coopération en matière de défense antimissile avec la Russie dans un esprit de réciprocité, de transparence maximale et de confiance réciproque »<sup>2</sup>. Lors de la session du Conseil OTAN-Russie, tenue lors de ce même sommet, les parties ont décidé de reprendre leurs exercices de défense antimissile de théâtre assistés par ordinateur, qui avaient été suspendus avec la guerre de Géorgie de 2008, et de discuter d'une coopération éventuelle sur une défense antimissile territoriale plus étendue dans l'avenir.

Il existe une communauté de vues sur la nécessité de renforcer la coopération entre l'OTAN et la Russie sur la BMD. Une telle collaboration pourrait apaiser bien des tensions entre les deux parties, réduire dans de nombreux pays l'opposition aux projets de BMD de l'OTAN, et peut-être améliorer la dissuasion et la défense collectives face à l'Iran et à d'autres menaces émergentes. Toutefois, de façon prévisible, les parties n'ont que très peu progressé dans la mise en œuvre de l'agenda de Lisbonne. Le dialogue OTAN-Russie sur la défense antimissile reste marqué par la frustration, les menaces et l'absence d'accords globaux sur cette question. En novembre 2011, un an après Lisbonne, le président russe Dmitri Medvedev a demandé à l'OTAN de répondre aux inquiétudes suscitées à Moscou par son programme de BMD ; dans le cas contraire, les deux parties entreraient dans une nouvelle phase de confrontation. Medvedev a déclaré que sans un accord sur la BMD, la Russie mettrait sa station radar d'alerte précoce de Kaliningrad en état de combat ; déploierait des missiles Iskander à Kaliningrad ; équiperait ses missiles balistiques stratégiques de systèmes avancés de pénétration des défenses antimissiles et de nouvelles ogives plus efficaces ; concevrait des mesures permettant de mettre hors service les défenses antimissiles américaines ; préparerait des systèmes offensifs modernes capables de « détruire n'importe quelle partie du système de défense antimissile américain en Europe » ; et envisagerait de se retirer de l'accord New START<sup>3</sup>. Par la suite, le président Poutine et d'autres officiels russes ont réitéré ces menaces à de multiples occasions.

## **Objections russes**

La position russe ne varie pas : il est souhaitable que le système de défense antimissile de l'OTAN soit aussi réduit que possible, et l'idéal serait qu'il n'y en ait pas du tout. Les décideurs politiques soviétiques et russes ont toujours redouté la capacité des États-Unis à réaliser une percée technologique et à développer des systèmes de défense antimissile efficaces, au point de

---

Marshall Fund, Bruxelles, Belgique, 27 mars 2010, <[www.nato.int/cps/en/natolive/opinions\\_62395.htm](http://www.nato.int/cps/en/natolive/opinions_62395.htm)>.

<sup>2</sup> « Déclaration du sommet de Lisbonne publiée par les chefs d'État et de gouvernement participant à la réunion du Conseil de l'Atlantique Nord tenue à Lisbonne le 20 novembre 2010 », <[www.nato.int/cps/en/natolive/official\\_texts\\_68828.htm](http://www.nato.int/cps/en/natolive/official_texts_68828.htm)>.

<sup>3</sup> D. Medvedev, « Statement in Connection with the Situation Concerning the NATO Countries' Missile Defense System in Europe », 23 novembre 2011, <<http://eng.kremlin.ru/transcripts/3115>>.

rendre caduque la dissuasion nucléaire soviétique. Incapables de stopper la R&D des États-Unis et de l'OTAN dans le domaine de la défense antimissile, les Soviétiques puis les Russes se sont efforcés de prévenir la mise en service des systèmes de BMD – ou, tout au moins, de faire en sorte que leur quantité et leur efficacité soient limitées. Après le sommet de Lisbonne, Medvedev a déclaré que les officiels russes essayaient encore de convaincre l'OTAN de réduire l'ampleur de ses projets de BMD : les Russes considéraient que le rythme, la quantité et l'ampleur du déploiement des missiles intercepteurs de l'OTAN étaient disproportionnés par rapport au faible niveau de menace représenté par l'Iran ou par d'autres États<sup>4</sup>.

L'administration Obama a accepté d'installer les éléments du bouclier antimissile américain prévus pour être situés en Europe plus près de l'Iran et plus loin des missiles stratégiques offensifs russes, basés dans la partie européenne de la Russie, qui constituent le cœur de la dissuasion stratégique russe. Les dirigeants de Moscou continuent cependant d'exprimer leur mécontentement à propos des plans de BMD américains en Europe. Le rapport sur la BMD réalisé par l'administration Obama en avril 2010 souligne que la défense antimissile américaine n'a pas été conçue pour contrer la Russie ou la Chine. Des officiels de l'OTAN ont fait des déclarations en ce sens avant et après ce rapport. Pourtant, les analystes russes persistent à affirmer que les efforts de l'OTAN en matière de BMD représentent une menace potentielle pour la dissuasion nucléaire de leur pays.

Les officiels russes cherchent depuis des décennies à bloquer les programmes occidentaux de défense antimissile. Leur outil préféré pour y parvenir a toujours été l'élaboration de traités contraignants de réduction des armements, mais il leur est également arrivé de recourir à la menace et à d'autres moyens pour perturber les projets de BMD de l'OTAN. Ces dernières années, des membres haut placés du gouvernement, des officiers de l'armée et des analystes politiques russes ont critiqué à de nombreuses reprises les projets de déploiement d'éléments de la défense antimissile américaine dans des pays de l'ancien bloc soviétique. Ils ont, notamment, affirmé que le véritable objectif du déploiement d'éléments de BMD de l'OTAN à proximité de la Russie était d'intercepter des missiles stratégiques lancés depuis la Russie<sup>5</sup>. En outre, les officiels russes ont souvent exprimé leur inquiétude de voir les États-Unis parvenir à déployer rapidement, grâce à une percée dans le domaine de la défense antimissile, des systèmes de BMD supplémentaires, face auxquels les forces russes ne feraient plus le poids<sup>6</sup>. Enfin, certains analystes russes ont expliqué que les États-Unis

---

<sup>4</sup> P. Goodenough, « As NATO Wraps up a Deal on Missile Defense, the Threat Remains Unnamed », 22 novembre 2010, CNSnews.com, <[www.cnsnews.com/news/article/nato-wraps-deal-missile-defense-threat-r](http://www.cnsnews.com/news/article/nato-wraps-deal-missile-defense-threat-r)>.

<sup>5</sup> V. Putin, « Speech and the Following Discussion at the Munich Conference on Security Policy », Munich, Allemagne, 10 février 2007, <[www.natominion.ru/en/print/46/14/](http://www.natominion.ru/en/print/46/14/)> ; et Yu. Zaitsev, « New START Agreement Should not Run Counter to Russian Interests », RIA Novosti, 24 juin 2009, <[http://en.rian.ru/valdai\\_op/20090624/155340446.html](http://en.rian.ru/valdai_op/20090624/155340446.html)>.

<sup>6</sup> N. Petrov, « Outside View : ABM Talks Deadlock – Part 2 », UPI, 26 mars 2008, <[www.upi.com/International\\_Security/Industry/Analysis/2008/03/26/outside\\_view\\_abm\\_talks\\_deadlock--part\\_2/2457/](http://www.upi.com/International_Security/Industry/Analysis/2008/03/26/outside_view_abm_talks_deadlock--part_2/2457/)> ; « Russian Expert Opposes U.S. Missile System », UPI, 31 janvier 2007,

pourraient promptement remplacer leurs intercepteurs défensifs par des missiles balistiques offensifs susceptibles d'attaquer des cibles russes se trouvant à proximité sans laisser aux défenseurs le temps de réagir<sup>7</sup>. Les représentants russes ont menacé à plusieurs reprises de prendre des mesures vigoureuses afin de répondre à ces nouveaux dangers – notamment d'accroître la capacité des missiles russes à franchir les défenses de l'OTAN.

---

<[www.upi.com/NewsTrack/Top\\_News/2007/01/31/russian\\_expert\\_opposes\\_us\\_missile\\_system/](http://www.upi.com/NewsTrack/Top_News/2007/01/31/russian_expert_opposes_us_missile_system/)> ; et N. Khorunzhy, « Who Can Europe-Based Missiles Threaten ? », RIA Novosti, 17 octobre 2006, <<http://en.rian.ru/analysis/20061017/54890694.html>>.

<sup>7</sup> I. Baluevskij, « PRO Soedinenykh štatov : što dal'se ? Komu i začem nužen protivoraketnyj zontik » [BMD des États-Unis : et maintenant ? Qui a besoin d'un parapluie antimissile, et pourquoi ? ], *Voenno-Promyšlennyj Kur'er*, 26 juillet 2006 ; A. Kislyakov, « Missile Defense and its Consequences », RIA Novosti, 15 février 2007, <<http://en.rian.ru/analysis/20070215/60788503.html>>. Concernant les déclarations de Lavrov, se référer à : « German FM Calls for Civilized Dialogue on U.S. Missile Shield », RIA Novosti, 22 février 2007, <<http://en.rian.ru/world/20070222/61126427.html>>.

# Les obstacles à la coopération sur la BMD

---

Toutes les tentatives d'élaborer des initiatives Russie-OTAN communes en matière de BMD se sont heurtées aux mêmes obstacles récurrents – des obstacles qui vont probablement ruiner également les efforts futurs.

## *Obstacles techniques*

Par essence, les initiatives multilatérales de défense antimissile sont extrêmement difficiles à mettre en œuvre. À ce jour, les gouvernements de l'OTAN n'ont toujours pas développé de système opérationnel étendu à l'intégralité de l'Alliance, bien qu'ils travaillent à cette tâche depuis plus d'une décennie. Les aspects technologiques sont très complexes ; les prix sont très élevés ; et la BMD multilatérale pose des questions épineuses ayant trait au commandement et au contrôle. Les parties doivent élaborer des mécanismes permettant la prise de décisions rapides dans un contexte où même un délai de quelques minutes pour autoriser une interception pourrait être fatal. Les divergences existant entre les standards techniques et les procédures opérationnelles des systèmes de BMD de l'OTAN et de la Russie aggravent ce problème. Alors que les officiels russes exigent que tout système de défense antimissile européen soit géré conjointement et que Moscou dispose des mêmes prérogatives que les autres participants, les représentants américains, eux, ont clairement exprimé qu'ils n'accepteraient jamais de dépendre d'un système de BMD exigeant l'autorisation russe pour être actionné.

Il existe des limites à la bonne volonté des gouvernements de l'OTAN à partager avec la Russie des informations techniques concernant leurs programmes de BMD, ou à gérer des systèmes conjointement avec elle. Même entre membres de l'OTAN travaillant sur des projets communs, les transferts de technologies font l'objet de diverses restrictions. Il va de soi que ces restrictions sont bien plus strictes lorsqu'il s'agit de partager avec des compagnies russes des technologies touchant à la BMD ou de mettre à la disposition des militaires russes des données concernant les menaces balistiques. Les pays de l'OTAN craignent qu'en cas de détérioration des relations avec les Russes, ceux-ci décident de transmettre des informations importantes relatives à la BMD à l'Iran, à la Corée du Nord ou à d'autres États représentant une menace de prolifération. Ces derniers pourraient ensuite exploiter ces renseignements pour développer des contre-mesures plus efficaces. Les membres de l'Alliance redoutent également que, au moment précis où les États-Unis et l'OTAN auraient besoin d'employer les

systèmes qu'ils contrôleraient conjointement avec la Russie, Moscou pourrait empêcher la mise en œuvre de ces systèmes, de crainte de provoquer le pays visé ou pour d'autres raisons.

Un autre aspect s'oppose à d'éventuels projets communs entre l'OTAN et la Russie en matière de BMD : le retard que les Russes accusent dans ce domaine par rapport aux Occidentaux. Premièrement, la Russie n'a pas grand chose à offrir à l'OTAN ou aux États-Unis en échange de la collaboration sur la BMD, que ce soit sous la forme de projets conjoints de R&D ou d'architecture de défense antimissile commune. Dénués des moyens de faire des offres attractives susceptibles de nourrir une coopération plus importante avec l'Occident, les dirigeants russes sont réduits à recourir à la menace pour influencer les décisions de l'OTAN sur ce dossier. Ces menaces ne se révèlent pas très efficaces, car les décideurs de l'OTAN sont de moins en moins nombreux à considérer la Russie comme un adversaire militaire plausible.

En outre, la conscience qu'ont les Russes de leur infériorité en matière de technologies d'interception de missiles complique également les négociations sur cette question. Comme l'a déploré l'ancien secrétaire d'État à la défense américain Robert Gates, les Russes savent qu'ils seront toujours derrière les Occidentaux en termes de capacités de défense antimissile et en concevront toujours une grande frustration<sup>8</sup>. Ils ont rejeté une demande des États-Unis, qui souhaitaient acquérir des missiles balistiques intercontinentaux (ICBM) russes pour permettre aux systèmes de BMD américains d'effectuer des exercices de tir à la cible : non seulement Moscou a jugé cette demande insultante mais, en plus, elle a estimé qu'une telle vente pourrait rendre les missiles russes plus vulnérables aux systèmes de défense américains.

Par ailleurs, la quantité limitée d'experts techniques de la BMD en Russie peut fournir un élément d'explication au fait que les analystes de la défense russe exagèrent traditionnellement l'efficacité des technologies de BMD américaines. Le manque de spécialistes russes capables de confirmer que les défenses antimissiles américaines ne sont pas dirigées vers la Russie, et échoueraient sans doute à intercepter des ICBM russes le cas échéant, contribue à expliquer pourquoi les Occidentaux ne parviennent pas à convaincre Moscou que sa dissuasion n'est pas menacée. L'expertise limitée des Russes en matière de BMD peut aussi expliquer pourquoi, même quand des dirigeants russes de haut niveau font part de leur intérêt pour une telle coopération, ces accords de principe restent au point mort une fois confiés aux groupes d'experts chargés d'en définir les détails. Bien sûr, si les Russes essaient de prolonger indéfiniment les négociations, c'est aussi pour éviter le déploiement d'un système qui déclassait leur pays sur le plan technologique.

Loin des objections catégoriques de Moscou aux programmes de BMD américains, certains officiels russes se sont parfois montrés intéressés

---

<sup>8</sup> R. Burns, « Russia Adamantly Opposed to Missile defense, Gates Says », Associated Press, *Boston Globe*, 18 juin 2012, <[http://articles.boston.com/2010-06-18/news/29284476\\_1\\_arms-treaty-new-start-treaty-missile-defense](http://articles.boston.com/2010-06-18/news/29284476_1_arms-treaty-new-start-treaty-missile-defense)>.

par les invitations de l'OTAN à collaborer sur les systèmes de défense antimissiles de théâtre à portée courte ou intermédiaire. Le Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire de 1987 interdit à la Russie et aux États-Unis de détenir des missiles balistiques ou de croisière d'une portée allant de 500 à 5 500 kilomètres. Par conséquent, les systèmes de BMD conçus pour intercepter des missiles tactiques et de théâtre d'une portée comprise dans ces limites ne représentent aucune menace pour la dissuasion nucléaire russe. Les intercepteurs relativement lents et ceux qui ne peuvent pas opérer à l'extérieur de l'atmosphère sont inefficaces contre la flotte russe de missiles balistiques à longue portée. Les entreprises du secteur militaire russe ont démontré à de multiples reprises leur capacité à intercepter des avions même à de très grandes altitudes, et les missiles sol-air russes possèdent dans une certaine mesure la capacité d'abattre des missiles à portée courte ou intermédiaire. Les officiels russes ont vraisemblablement espéré que les gouvernements occidentaux achèteraient leurs armements liés à la BMD et conçus pour intercepter ces types de missiles non stratégiques, notamment la dernière génération des systèmes de défense antimissile S-400 (et les S-500, encore au stade de projet).

En dépit de la répétition des argumentaires de vente et des exercices de simulation conjoints, les membres de l'OTAN ont été peu désireux de faire l'acquisition d'armements de BMD russes, en raison de divers obstacles politiques et techniques. En outre, les Russes comprennent que certaines percées scientifiques et d'autres technologies de la défense antimissile de théâtre (TMD) développées pour intercepter les missiles à portée intermédiaire pourraient être appliquées à des systèmes de défense visant à contrer le type de missiles balistiques à longue portée que la Russie possède. La Russie peut essayer de restreindre l'application des technologies de TMD à ces cibles, mais les facteurs politiques rendent cela compliqué. Par exemple, le Congrès américain ne souhaite pas financer des programmes qui ne défendent que des populations étrangères, ainsi que des forces armées et des citoyens américains installés dans ces zones, contre des missiles de portée courte et intermédiaire. Le Congrès exige que des efforts soient entrepris pour protéger le territoire national américain contre les frappes de missiles à longue portée lancés depuis l'Iran ou la Corée du Nord<sup>9</sup>.

Enfin, il va devenir de plus en plus difficile de distinguer les systèmes de BMD tactiques, de théâtre et stratégiques, car la technologie ne cesse d'évoluer pour incorporer des capteurs en réseau et des défenses antimissiles multicouche. Cette évolution ne peut qu'accroître les réticences des gouvernements de l'OTAN envers l'idée consistant à limiter les fonctionnalités des systèmes de BMD non stratégiques : s'ils acceptaient de telles limitations, leur capacité à développer un élément donné afin de renforcer l'architecture de BMD globale serait restreinte. À cause de cette convergence, la Russie va se montrer toujours plus hostile à toute coopération sur les défenses antimissiles « tactique » ou « de théâtre » avec

---

<sup>9</sup> Voir par exemple : Senate Armed Services Subcommittee on Strategic Forces, Hearing on ballistic missile defense policies and programs, 25 avril 2012, <[http://armed-services.senate.gov/e\\_witnesslist.cfm?id=5294](http://armed-services.senate.gov/e_witnesslist.cfm?id=5294)>.

l'OTAN, cette coopération étant chaque jour plus susceptible de contribuer à la défense antimissile stratégique nationale des États-Unis.

## **Obstacles politiques**

À plusieurs reprises, les États-Unis et les autres pays de l'OTAN ont proposé que les parties mettent tout simplement de côté les complexes questions techniques sur lesquelles elles s'opposent, et se mettent à travailler ensemble sur des projets de BMD spécifiques. De telles propositions reposent sur l'espoir qu'une collaboration de ce type établisse un précédent de coopération réussie et donne ainsi naissance à une dynamique qui permettrait de surmonter plus facilement les divergences conceptuelles fondamentales. Dans les discussions bilatérales, les officiels américains ont formulé des propositions de coopération avec Moscou sur la BMD dans quatre domaines précis :

1) Des centres communs binationaux et multinationaux, où le personnel russe pourrait se convaincre de la nature non menaçante des activités de défense antimissile de l'OTAN et des États-Unis ;

2) Des études réalisées en commun par des experts russes et américains sur la façon dont la BMD des États-Unis et de l'OTAN pourrait affecter la dissuasion nucléaire russe et sur les mesures qui peuvent être prises pour réduire ces risques ;

3) La reprise et l'amplification d'exercices conjoints de défense antimissile de théâtre qui s'appuieraient sur la collaboration antérieure, perturbée par la guerre de Géorgie d'août 2008, afin d'examiner la façon dont les forces déployées de la Russie et de l'OTAN pourraient mettre en œuvre une défense conjointe contre des menaces balistiques ;

4) La signature d'un accord officiel limité aux projets de coopération.

Les officiels russes n'ont pas rejeté d'office l'idée de coopérer avec les États-Unis et l'OTAN sur des projets techniques concrets (certains de ces projets avaient d'ailleurs été à l'origine proposés par Moscou), mais ils ont clairement indiqué qu'un consensus devait au préalable être établi avec l'OTAN à propos des principes stratégiques sur lesquels cette collaboration serait fondée<sup>10</sup>. La Russie réclame régulièrement que l'OTAN signe un accord contraignant affirmant que ses systèmes de BMD ne remettront jamais en cause la dissuasion nucléaire russe. Les diplomates russes exigent que des limites précises soient fixées à la quantité, l'emplacement, les dimensions et d'autres aspects de l'architecture de BMD de l'OTAN, les détails devant être définis par des experts lors de négociations directes. Les officiels américains ont beau répéter qu'ils n'essaieront pas de réduire à néant la dissuasion nucléaire russe – de toute façon, la taille massive et le

---

<sup>10</sup> D. Medvedev, « Statement in Connection with the Situation Concerning the NATO Countries' Missile Defence System in Europe », *op. cit.* [3].

degré de sophistication des forces nucléaires offensives russes condamnerait à l'échec toute tentative en ce sens. Ils admettent également qu'ils ne pourraient jamais obtenir l'approbation du Congrès sur un texte qui restreindrait délibérément la capacité des États-Unis à protéger les Américains et leurs alliés d'une attaque balistique étrangère<sup>11</sup>. Jusqu'ici, l'administration Obama n'a proposé à la Russie – aussi bien par écrit qu'oralement – que des garanties politiques non contraignantes sur l'engagement des États-Unis à ne pas chercher à surpasser la dissuasion nucléaire stratégique russe<sup>12</sup>.

Or sur un dossier d'une telle importance, les représentants russes refusent de se contenter de simples déclarations politiques. Ils affirment apprécier le fait que les Américains respectent leurs engagements internationaux, du moins pour ce qui concerne les traités, mais ils estiment également que les accords politiques se prêtent à différentes interprétations, selon les points de vue. S'ils affirment qu'ils font confiance à Obama, ils craignent que, dans l'avenir, une autre administration américaine n'essaie, à l'instar de Ronald Reagan en son temps, d'étendre la défense antimissile des États-Unis au point que celle-ci soit capable d'intercepter les missiles stratégiques russes. D'où l'inquiétude exprimée par les officiels russes sur l'aspect ouvert de l'architecture de BMD globale des États-Unis, qui ne cesse d'évoluer<sup>13</sup>.

Ces attitudes divergentes montrent bien à quel point les décennies de désaccords sur la défense antimissile ayant opposé l'OTAN à la Russie ont institutionnalisé une méfiance réciproque. Chaque partie soupçonne l'autre de ne pas souhaiter une véritable coopération et de chercher uniquement à gagner du temps. Certains Américains et Européens pensent que les Russes tentent de repousser et, dans l'idéal, de faire échouer les programmes américains de BMD en multipliant les exigences déraisonnables et impossibles à mettre en pratique. Selon d'autres observateurs, les Russes savent parfaitement que les systèmes de BMD de l'OTAN ne pourraient pas contrer la massive dissuasion nucléaire russe, et n'évoquent la menace fantôme prétendument représentée par la BMD que pour rallier les forces patriotiques au gouvernement, pour maintenir un budget militaire élevé et pour atteindre d'autres buts internes très éloignés de la réalité de la politique conduite par l'OTAN. Dans le même temps, certains Russes soupçonnent les gouvernements de l'OTAN de ne pas être sincères quand ils déclarent publiquement souhaiter collaborer avec Moscou sur la défense antimissile – des déclarations qui viseraient seulement à apaiser les opposants au déploiement du bouclier antimissile, aussi bien en Russie que parmi les Européens qui craignent que ce déploiement puisse conduire à une confrontation majeure avec la Russie<sup>14</sup>.

---

<sup>11</sup> « U.S. Says will Give No Missile Defense Assurances to Russia », RIA Novosti, 13 janvier 2012, <<http://en.rian.ru/russia/20120113/170733294.html>>.

<sup>12</sup> *Kommersant*, 18 janvier 2012, <[www.kommersant.ru/doc/1853384](http://www.kommersant.ru/doc/1853384)>.

<sup>13</sup> « U.S., NATO Have Some 1,000 Interceptor Missiles – Rogozin », RIA Novosti, 20 janvier 2012, <<http://en.rian.ru/world/20120120/170856516.html>>.

<sup>14</sup> F. Weir, « Russia Exasperated with US over Missile Defense », *Christian Science Monitor*, 22 mars 2012, <[www.csmonitor.com/layout/set/print/content/view/print/484927](http://www.csmonitor.com/layout/set/print/content/view/print/484927)>.



Cette défiance réciproque se reflète et se renforce dans la politique intérieure des pays concernés. Les hommes politiques russes et, surtout, américains, s'en prennent régulièrement à ceux de leurs compatriotes qui proposent des compromis visant à répondre aux préoccupations sécuritaires de l'autre partie. L'étrange fuite concernant un échange privé entre les présidents Obama et Medvedev lors de leur rencontre bilatérale pendant le sommet sur la sécurité nucléaire de Séoul en mars 2012 l'a bien montré. Le président Obama a été sévèrement critiqué par ses adversaires républicains pour avoir suggéré qu'une fois réélu, il se montrerait plus flexible à l'égard de Moscou sur le dossier de la défense antimissile. Avant cet épisode, les conservateurs s'en étaient déjà pris à l'administration Obama à la suite de la publication par les médias des informations indiquant que la Maison Blanche était prête à fournir au gouvernement russe des renseignements précis sur les capacités des systèmes américains de défense antimissile, afin de rassurer Moscou sur le fait que ces systèmes ne représentaient pas une menace pour les ICBM russes<sup>15</sup>.

Ce manque de confiance s'est également manifesté de façon éclatante pendant les débats sur la ratification du traité New START, aussi bien en Russie qu'aux États-Unis, et va probablement peser sur les futures discussions sur la maîtrise des armements et le bouclier antimissile entre la Russie et les pays occidentaux. Après des années marquées par les controverses sur son coût et son efficacité, la défense antimissile bénéficie désormais d'un soutien entier à l'intérieur des États-Unis. Les faucons apprécient sa contribution à la sanctuarisation du territoire américain ; les colombes y voient un compromis essentiel qui permettra, à l'avenir, de réduire encore davantage les armements nucléaires offensifs ; quant aux tenants de la préservation de la stabilité stratégique, ils considèrent que la mise en œuvre de la BMD constitue une façon prudente de renforcer à la fois la défense et la dissuasion. La méfiance des dirigeants russes envers l'Occident est flagrante quand ils expliquent que Moscou ne prendra pas le risque de réduire ses forces nucléaires offensives aussi longtemps que la BMD de l'OTAN n'aura pas été clairement délimitée, car le bouclier antimissile pourrait nuire à l'efficacité des frappes russes en cas d'affrontement stratégique nucléaire entre la Russie et les États-Unis<sup>16</sup>.

---

<sup>15</sup> J. David, « Diminishing Our Military Capabilities », *National Review*, 6 janvier 2012, <[www.nationalreview.com/corner/287388/diminishing-our-military-capabilities-jack-david](http://www.nationalreview.com/corner/287388/diminishing-our-military-capabilities-jack-david)>.

<sup>16</sup> « Russia Says U.S. Missile Plans Hamper Nuclear Arms Cuts Talks », RIA Novosti, 6 février 2010, <<http://en.rian.ru/russia/20100206/157794552.html>>.

## Deux défis

---

### L'Iran

Il existe une explication supplémentaire aux divergences entre la Russie et l'OTAN sur la BMD : les deux parties ont des approches méthodologiques et des calendriers différents. Selon le cadre méthodologique établi par Moscou, les analystes russes veulent que l'OTAN et la Russie commencent par s'entendre sur une définition commune des menaces balistiques potentielles. Si (et seulement si) la Russie et l'OTAN perçoivent conjointement une véritable menace balistique, alors, estime-t-on à Moscou, les deux parties doivent entreprendre une action commune. Les Russes souhaitent que toute action commune passe en priorité par des mesures politiques et économiques afin de prévenir la menace. Et ce n'est que si ces réponses non militaires se soldent par un échec que la Russie pourrait accepter la mise en œuvre de mesures militaires conjointes pouvant inclure le déploiement de systèmes de BMD sous contrôle commun<sup>17</sup>. Les officiels de l'OTAN, eux, considèrent qu'ils sont déjà confrontés à une menace balistique, celle de l'Iran. Compte tenu du temps nécessaire au développement et au déploiement des défenses antimissiles, ils jugent qu'il faut s'atteler dès maintenant à leur fabrication. L'OTAN s'inquiète également du fait que l'approche prônée par Moscou, qui consiste à attendre qu'une menace soit identifiée par les deux parties et à exiger que les actions entreprises en réaction à cette menace soient autorisées conjointement, revient *de facto* à donner à la Russie un droit de veto sur les projets de déploiement de la BMD par l'OTAN, puisque les Russes pourraient, chaque fois, contester l'existence de la menace.

La majorité des Russes ne souhaitent pas voir Téhéran acquérir des missiles nucléaires à longue portée. Cependant, ils semblent moins convaincus que de nombreux leaders de l'OTAN de la volonté de l'Iran de se doter de l'arme nucléaire, ou de sa capacité de développer un arsenal de missiles nucléaires efficace dans la décennie à venir. Alors que les représentants occidentaux considèrent généralement l'Iran comme une menace émergente, les Russes affirment souvent que le défi au régime de non-prolifération que pose l'Iran peut être relevé par le biais d'autres moyens que la BMD, comme la diplomatie et des sanctions internationales limitées. Pour des raisons historiques et de fierté nationale, les Russes refusent de

---

<sup>17</sup> « Russia Urges U.S., Europe for Joint Assessment of Missile Threats », RIA Novosti, 6 février 2010, <<http://en.rian.ru/russia/20100206/157793285.html>>.

croire que les décideurs politiques américains seraient désormais plus préoccupés par le potentiel stratégique minimal de l'Iran que par les forces nucléaires russes, bien plus substantielles. Ils supposent donc que, sous le prétexte de protéger les États-Unis et leurs alliés contre l'Iran, les experts du Pentagone cherchent en réalité, et malgré leurs dénégations, à développer le bouclier antimissile pour rendre inopérante la dissuasion nucléaire russe<sup>18</sup>.

Un autre facteur a fait obstacle à un compromis OTAN-Russie sur la BMD et alimenté, de chaque côté, la suspicion que l'autre partie cherchait à retarder toute progression. Il s'agit du fait que les deux parties en sont venues à croire que les perspectives d'une coopération sur la BMD s'amélioreraient avec le temps. Du côté de l'OTAN, on s'attend à ce que, à un moment donné, les officiels russes finissent par réaliser que les projets de BMD de l'Alliance ne sont pas destinés à nuire à la capacité de dissuasion de la Russie, et que même si telle était la volonté de l'Alliance, aucune architecture de défense antimissile de l'OTAN n'y suffirait. Pendant ce temps, les Russes attendent toujours que quelque *deus ex machina* fasse dérailler le programme de BMD de l'OTAN. Ces aspirations ont pris diverses formes : l'attente qu'une nouvelle administration présidentielle américaine renonce purement et simplement au programme ; l'espoir que les menaces russes effraieraient les Européens à tel point que ceux-ci s'opposeraient au déploiement de crainte de nuire à leurs relations avec Moscou ; ou encore le calcul que les contraintes budgétaires actuelles de l'OTAN provoqueront la réduction du financement de ces programmes. Or, comme nous l'avons expliqué, la défense antimissile bénéficie d'un soutien bipartisan à Washington. Les autres pays de l'OTAN ont mis de côté leurs atermoiements des années passées, et se sont ralliés aux projets de BMD d'Obama. Enfin, le budget alloué à la défense antimissile par les États-Unis est de « seulement » 10 milliards de dollars par an, alors que le budget total du département de la défense s'élève à 600 milliards de dollars par an.

## **Les mesures de confiance**

Les officiels russes et américains ont essayé, sans succès, d'élaborer des mesures de confiance (*confidence-building measures*, CBM) visant à garantir à la Russie que les éléments du bouclier antimissile américain déployés en Europe ne constitueraient aucun danger pour elle, étant donné leur faible étendue et les limites de leurs capacités. Les CBM consisteraient à rendre les opérations conduites sur les sites de la BMD américaine moins opaques pour le gouvernement russe ; elles limiteraient également toute forme de menace que ces installations pourraient théoriquement représenter pour l'arsenal de missiles nucléaires de Moscou. L'une des CBM envisagées était d'autoriser le personnel russe à inspecter les opérations conduites sur les sites de BMD gérés par les Américains, sur le territoire américain comme européen. Autre proposition : créer des barrières empêchant une « percée »

---

<sup>18</sup> « Putin Slams U.S. Missile Shield Ahead of Munich Security Talks », RIA Novosti, 3 février 2012, <<http://en.rian.ru/world/20120203/171103829.html>>.

qui verrait les systèmes de BMD proches de la Russie croître brusquement et rapidement. Des restrictions concernant l'utilisation de la BMD ont également été évoquées.

Ces CBM n'ont jamais suffi à apaiser les préoccupations des leaders russes à propos des déploiements prévus de la BMD américaine. La mise en œuvre de chacune de ces mesures aurait présenté des problèmes pratiques, puisqu'elles n'auraient pas été légalement contraignantes et auraient parfois requis le consentement de tierces parties (comme la Pologne), qui semblaient réticentes à accepter que les Américains fassent à Moscou des concessions liées à leur sécurité. En outre, des officiels russes ont déploré que les informations que leurs homologues américains et de l'OTAN avaient partagées avec eux à propos de leurs projets de BMD et des CBM envisagées n'étaient pas assez complètes ou assez détaillées pour leur permettre de juger de l'adéquation de ces mesures. Finalement, V. Poutine a prétendu que les Américains avaient retiré leurs propositions transmises oralement après que les Russes y avaient donné leur accord et avaient demandé qu'elles soient mises sur le papier<sup>19</sup>.

Pendant au moins un an après le sommet de Lisbonne de l'OTAN, l'attention générale s'est éloignée des CBM pour se porter sur le projet de BMD sectorielle avancé par la Russie, qui prévoyait que l'OTAN et la Russie établiraient en Europe une architecture de défense antimissile où chaque partie défendrait l'autre contre des missiles qui survoleraient son territoire. Ce projet constituait une version allégée de la demande originelle russe d'un système géré conjointement – demande que les pays de l'OTAN avaient rejetée car ils ne souhaitaient pas que Moscou dispose d'un droit de veto sur l'utilisation des systèmes de BMD de l'OTAN. Étant donné que dans le cadre de l'accord sectoriel, la Russie défendrait l'OTAN contre des missiles visant des pays de l'Alliance et traversant le territoire russe, les Russes ont souhaité que l'OTAN renonce au développement de défenses susceptibles d'intercepter des missiles au-dessus de la Russie – une décision qui aurait également pour effet d'apaiser Moscou qui craint depuis toujours que la BMD de l'OTAN puisse intercepter les missiles nucléaires de longue portée russes. Les officiels de l'OTAN rétorquent que leur engagement de défense collective ne peut pas être délégué à un pays non membre de l'Alliance. Enfin, la Russie n'a pas la capacité de lancer des missiles balistiques traversant l'espace. Le système de défense antimissile de la Russie se trouve actuellement en pleine transition, passant de l'emploi d'intercepteurs portant des charges nucléaires à des systèmes « frapper pour tuer » semblables à ceux utilisés par l'OTAN, mais ce processus n'a pas encore été achevé, et la Russie doit encore tester et vérifier l'efficacité de ses nouveaux intercepteurs S-500.

Pour l'heure, les deux parties poursuivent leurs négociations, mais paraissent suivre des voies différentes. En mars, la secrétaire d'État Hillary Clinton a affirmé que même si l'OTAN « serait heureuse de coopérer avec la Russie sur la défense antimissile contre des menaces communes », l'Alliance « a pris une décision. Nous croyons qu'il est dans notre intérêt

---

<sup>19</sup> « Putin Blames U.S. for Failed Missile Defense Talks », RIA Novosti, 3 février 2012, <<http://en.rian.ru/world/20120302/171680746.html>>.

d'aller de l'avant et de mettre cette décision en œuvre »<sup>20</sup>. Pendant ce temps, la Russie applique une double politique : pendant qu'elle continue de négocier avec l'OTAN, elle développe des contre-mesures. Le gouvernement russe a déjà approuvé une augmentation substantielle du budget de la défense. Le pays a accru ses propres défenses antimissiles, notamment en mettant en alerte de nouvelles stations radar et en déployant davantage de systèmes de défense S-400, qui possèdent une capacité antimissile rudimentaire. Cependant, même si Vladimir Poutine a expliqué, dans l'un de ses manifestes publiés pendant la campagne électorale, vouloir essayer d'égaliser les programmes onéreux de l'OTAN, la Russie devrait s'appuyer au premier chef sur des moyens asymétriques permettant de réduire à néant tout avantage que l'OTAN pourrait obtenir sur elle *via* son programme de BMD<sup>21</sup>. Conformément à cette vision, l'armée russe a annoncé son projet de développer un nouvel ICBM « lourd » à carburant liquide, capable d'emporter de grandes quantités d'ogives, de leurres et d'autres éléments conçus pour pénétrer les défenses antimissiles américaines. À une autre occasion pendant la campagne, Poutine a déclaré que maintenir une dissuasion garantie contre une éventuelle agression américaine constituait « une obligation de la Russie vis-à-vis de l'humanité », sous-entendant qu'il ne cesserait jamais d'essayer de s'opposer à ce qu'il percevait comme la recherche, par les États-Unis, d'une sécurité absolue et d'une domination globale qui ne serait pas restreinte par la crainte de représailles<sup>22</sup>.

---

<sup>20</sup> « U.S. Invites Russian Cooperation on Missile Defense », RIA Novosti, 7 mars 2012, <<http://en.rian.ru/world/20120307/171861644.html%2022:55%2007/03/2012>>.

<sup>21</sup> V. Putin, « Russia and the Changing World », *Moscow News*, 27 février 2012, <<http://en.rian.ru/analysis/20120227/171547818.html>>.

<sup>22</sup> « Is Putin Preparing Russia for War ? » *Russia Profile*, 2 mars 2012, <[http://russiaprofile.org/experts\\_panel/55297.html](http://russiaprofile.org/experts_panel/55297.html)>.

## Les prochaines mesures

---

Les questions relatives à la BMD peuvent être abordées dans le prochain accord russo-américain portant sur le contrôle des armements stratégiques. Le traité New START, qui est entré en vigueur début 2011, doit durer une décennie, mais peut être amendé ou remplacé par un traité ultérieur. New START a établi de nouvelles limites, plus basses, sur le nombre de forces stratégiques nucléaires offensives que les États-Unis et la Russie sont autorisés à posséder, et rétablit les moyens mutuels de vérification. Même si le préambule du traité, à l'instar des précédents accords russo-américains sur le contrôle des armements, souligne qu'il existe un lien inhérent entre les forces stratégiques offensives et défensives, ce texte n'est pas contraignant et le traité lui-même n'impose des réductions que sur les forces nucléaires offensives des deux parties. Cependant, les négociateurs russes et américains semblent avoir épuisé toute l'énergie dont ils disposaient pour résoudre l'impasse de la BMD. À présent, ils s'intéressent davantage aux questions de la sécurité nucléaire multinationale. L'administration américaine cherche à relancer cette dynamique au nom du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, tandis que les experts russes du contrôle des armements s'efforcent d'étendre le processus de contrôle des armements afin qu'il englobe des pays comme le Royaume-Uni, la France et la Chine.

Si les deux parties cherchent un moyen de sauver la face afin de réduire les tensions qui les opposent sur le sujet de la BMD, il est probable qu'établir les centres d'échange de données conjointement gérés, dont il est question depuis longtemps, serait une bonne façon de permettre à chacun d'affirmer sa coopération sur la BMD. L'OTAN et les officiers russes pourraient gérer un ou plusieurs centres de façon conjointe, et s'envoyer mutuellement les données ayant trait aux lancements de missiles balistiques depuis leurs satellites, leurs radars et autres sites de capteurs. Un tel arrangement augmenterait marginalement la transparence mutuelle, sans mettre en danger la sécurité nationale ou la liberté d'action des parties, dans la mesure où elles ne transmettraient les données sensibles qu'à leurs centres nationaux et aux centres de commandement de l'alliance, qui se chargeraient ensuite des interceptions<sup>23</sup>. Si la Russie et les États-Unis parviennent à un nouvel accord sur l'échange de cyber-données, qui étendrait le mécanisme de communication sur les alertes nucléaires au domaine numérique, alors le Centre de réduction des risques nucléaires – qui gère actuellement les échanges d'informations dans le cadre de plus d'une douzaine de traités bilatéraux et multilatéraux et de diverses mesures

---

<sup>23</sup> Pour un modèle possible, voir « Missile Defense : Toward a New Paradigm », Carnegie Endowment for International Peace, Washington, D.C., février 2012, <[http://carnegieendowment.org/files/WGP\\_MissileDefense\\_FINAL.pdf](http://carnegieendowment.org/files/WGP_MissileDefense_FINAL.pdf)>.

de confiance limitant la nature et la portée des activités militaires – pourrait être étendu au domaine de la défense antimissile. Cela permettrait aux Russes de faire valoir leurs préoccupations les plus immédiates à propos des activités de l'OTAN en matière de BMD<sup>24</sup>.

De telles mesures pourraient constituer un semblant de collaboration. Ce serait possible si la Russie et l'OTAN décidaient enfin que, au lieu de continuer de rechercher une collaboration globale sur la BMD, elles feraient mieux de coopérer sur des questions moins épineuses, comme par exemple la gestion de l'instabilité en Asie centrale et en Afghanistan. Si elles développaient l'habitude de collaborer sur de tels sujets, et si des menaces que les deux parties considéraient comme vitales pour leur sécurité se faisaient jour, alors peut-être serait-il possible, dans plusieurs générations, de faire le grand saut vers la construction d'un système de défense antimissile dans lequel la survie de chacun pourrait se trouver entre les mains de l'autre.

Peut-être l'avantage du retour de Poutine à la présidence réside-t-il dans le fait qu'il est la seule personne en Russie qui pourrait mettre fin au bourbier dans lequel se sont enfoncées les discussions sur la BMD, en faisant des concessions majeures sur quelques points, afin de renforcer la coopération OTAN-Russie sur des dossiers relatifs à leurs intérêts conjoints les plus importants. Poutine a déjà fait un choix similaire en 2001, quand il a décidé de ne pas s'emporter en réaction au retrait de l'administration Bush du Traité ABM : sa priorité était alors de ne pas nuire au nouveau partenariat russo-américain sur la lutte anti-terroriste. Peut-être prendra-t-il conscience de l'impossibilité de la mise en place à court terme d'une BMD conjointe Russie-OTAN, et admettra-t-il que les systèmes envisagés par l'OTAN ne sauraient sérieusement remettre en cause la relation de dissuasion nucléaire réciproque qui existe entre l'OTAN et la Russie. Mieux encore : Poutine et ses collaborateurs pourraient comprendre que le scénario d'une attaque de l'OTAN contre la Russie est tout à fait irréaliste, et que ce danger illusoire détourne les deux parties d'autres menaces, bien réelles.

---

<sup>24</sup> E. Nakashima, « In U.S.-Russia Deal, Nuclear Communication System May Be Used for Cybersecurity », *Washington Post*, 26 avril 2012, <[www.washingtonpost.com/world/national-security/in-us-russia-deal-nuclear-communication-system-may-be-used-for-cybersecurity/2012/04/26/gIQAT521iT\\_story.html?tid=pm\\_world\\_pop](http://www.washingtonpost.com/world/national-security/in-us-russia-deal-nuclear-communication-system-may-be-used-for-cybersecurity/2012/04/26/gIQAT521iT_story.html?tid=pm_world_pop)>.